

# Politique linguistique et éducative du Cameroun et insécurité de la langue française

(Política lingüística y educativa e inseguridad del francés en Camerún)  
(Linguistic and Education Policies in Cameroon and French Language Insecurity)

**Ladislav Nzesé**

Département d'Études Françaises, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Dschang, B.P. 49, Dschang-Cameroun. Tél.: (+237) 3451566. Fax: (+237) 3451381. Courriel: nzesefr@yahoo.fr

**BIBLID [1132-3310 (2005) 14, 173-187]**

## Résumé

Lorsqu'on observe la langue française dans la pratique linguistique quotidienne des Camerounais, on conclut qu'elle est menacée. Le présent travail tente d'analyser les raisons et les manifestations de l'insécurité du français au Cameroun à travers des faits linguistiques et extra-linguistiques. De notre analyse, il découle que si le français est menacé, les causes sont endogènes, et si les décideurs ne prennent pas des mesures énergiques, les Camerounais seront, dans un avenir proche, des exclus de la langue française.

**Mots-clés:** Insécurité linguistique. Dénaturation du français. Langues nationales. Mondialisation.

## Resumen

La observación del francés en la práctica lingüística cotidiana en Camerún lleva a la conclusión que esta lengua está amenazada. El presente trabajo analizará las razones y las manifestaciones de la inseguridad del francés en Camerún a través de hechos lingüísticos y extralingüísticos. De nuestro análisis se desprende que si el francés está amenazado, las causas son endógenas, y si los poderes no toman medidas energéticas, Camerún será en un futuro próximo excluido de la lengua francesa.

**Palabras clave:** Inseguridad Lingüística. Degradación del Francés. Lenguas Nacionales. Globalización.

## Abstract

When ones observes the daily usage of Cameroonians, one concludes that this language is threatened. This paper attempts to analyse the reasons and the manifestations of the sense of insecurity towards the French language in Cameroon through linguistic and para-

linguistic facts. What stems from our analysis is that, if the French language is threatened, the causes are inward and if power holders do not take stringent measures, Cameroonians will, in the future, be outcast of the French language.

**Keywords:** Linguistic insecurity. Distortion of French language. National languages. Globalisation.

## Introduction

Largement liée aux notions, fondamentales en sociolinguistique, de norme et de communauté linguistique, l'insécurité linguistique est principalement liée à une *représentation de décalage entre ce qui est et ce qui devrait être* (Bretegnier et Ledengen, 2003: 4). Ici, l'échange verbal trahit le manque, la défaillance, la dilution, bref un écart par rapport à une norme officiellement reconnue.

Ainsi définit, lorsqu'on observe la langue française dans la pratique linguistique quotidienne des Camerounais, on conclut aisément que cette langue est en insécurité. C'est une langue affaiblie: un vocabulaire restreint; un usage des marques grammaticales approximatif. Plus grave encore, c'est une langue totalement dénaturée par le "cam-franglais": mélange des mots anglais, camerounais et "pidgin-english". Quelles sont les raisons possibles d'une telle situation? Comment se manifeste véritablement cette insécurité? Voilà les questions fondamentales que nous aimerions aborder dans le présent travail. Dans cette perspective, nous nous baserons sur des faits linguistiques et extra-linguistiques. Pour ce faire, notre propos sera d'abord axé sur la prise en compte des langues locales pour une bonne sécurité du français au Cameroun car, on ne peut, à notre humble avis, véritablement construire la maîtrise d'une langue étrangère sur les ruines des langues maternelles. Ensuite, nous verrons dans quelle mesure l'insécurité du français est la conséquence logique de l'illettrisme qui favorise la forte dénaturation de cette langue. Enfin, nous essayerons de montrer comment le contexte de l'enseignement et la didactique du français cultivent son insécurité.

## 1. La revalorisation des langues locales

Une bonne sécurité du français au Cameroun passe nécessairement par la revalorisation des langues locales. En ce qui nous concerne, ceci est un principe intangible car, un locuteur qui maîtrise l'organisation de sa langue maternelle est suffisamment outillé pour établir la distance nécessaire à la maîtrise d'une langue étran-

gère. Et c'est ici que nous interpellons à la fois la famille et le système éducatif camerounais pour une revalorisation et un apprentissage de nos langues locales, facteurs déterminants pour une bonne maîtrise du français. Malheureusement, on constate de nos jours un grand déficit de la médiation familiale et scolaire en la matière. En effet, le délabrement de la médiation familiale en matière d'apprentissage des langues locales n'est pas compensé par les institutions éducatives et culturelles. Ceci a pour conséquence que le jeune Camerounais se trouve en situation d'extrême méconnaissance de sa langue maternelle.

Quelques observations de bon sens permettent d'expliquer un tel échec. En tout premier lieu, la disparition des grands-parents du cercle familial permanent; cette rupture —que l'on peut regretter— constitue certainement un élément négatif pour l'apprentissage de nos langues: l'écoute attentive que la grand-mère et le grand-père accordaient au jeune enfant, la langue maternelle qu'ils lui parlaient avec moins de hâte, plus de sérénité font aujourd'hui cruellement défaut. Les mères de famille pour leur part occupent souvent des emplois très absorbants. Il s'agit là, sans nul doute, d'un progrès social important. Cependant, qui est venu remplacer la médiation bienveillante et exigeante de la maman lors de l'apprentissage de la langue maternelle? Ni le père souvent moins disponible encore, ni les NTIC<sup>1</sup> qui n'ont aucun effet médiationnel.

Une autre raison, très fondamentale, pour laquelle nous n'apprenons et n'enseignons pas nos langues est de nature socio-psychologique. Comme le remarque Maurice Tadadjeu, *l'école coloniale a réussi à nous apprendre à mépriser nos propres valeurs culturelles et à aspirer aux valeurs occidentales. Nos langues faisant partie de nos valeurs culturelles tombent logiquement dans ce mépris* (Tadadjeu, 1988: 13). Cette extraversion socio-psychologique par laquelle nous méprisons collectivement nos propres langues au profit des langues qui nous sont extérieures, étrangères, devient aujourd'hui nuisible à la fois pour nous et pour ces langues, à l'instar du français.

En effet, si le français est aujourd'hui en insécurité au Cameroun après tant d'années de pratiques multiples, c'est que nos langues maternelles ont été dévalorisées. Si les Camerounais pouvaient parler leurs langues, les lire, les écrire, il y aurait de fortes chances que la langue française ne subisse pas la dénaturaison

---

<sup>1</sup> Nouvelles technologies de l'information et de la communication.

que l'on observe de nos jours avec par exemple les expressions tirées des langues locales<sup>2</sup>. Il s'agit d'une situation de dialectalisation qui affecte de façon préjudiciable<sup>3</sup> l'ensemble du système français de telle enseigne qu'on pourrait bien se demander combien parmi les 17% environ de puristes que certains ont pu estimer, parlent véritablement le français standard. La régénération de la langue française, ou si l'on veut, la maîtrise d'un français correct passera, pour notre part, par l'apprentissage et l'enseignement des langues nationales. Ceci est un impératif de survie pour la langue française. Et nous nous réjouissons de la prise de conscience opérée au cours des États généraux de l'enseignement du français en Afrique subsaharienne francophone tenus à Libreville (Gabon) du 17 au 20 mars 2003. À cette occasion, Pierre Dumont<sup>4</sup> remarquait ce qui suit: *L'introduction des langues nationales dans les systèmes éducatifs ne signifie pas exclusion du français bien au contraire une bonne connaissance de cette langue.*

Ce point de vue a d'ailleurs été accepté par l'ensemble des participants comme le révèle le rapport de synthèse de cette manifestation:

C'est une véritable Révolution tout de même. En effet, pour la première fois dans l'histoire de l'enseignement du et en français en Afrique francophone, le principe de l'introduction des langues africaines dans les systèmes éducatifs a été approuvé par TOUS les ministres de l'éducation. Le mémorandum présenté par le ministre de l'Éducation du Burkina Faso, président de la CONFEMEN, souligne la nécessité de privilégier la diversité linguistique et culturelle au sein des systèmes éducatifs qui ont tout à gagner, d'un point de vue linguistique, pédagogique et didactique, à élaborer des stratégies éducatives incluant le bilinguisme fonctionnel. (2003: 1)

C'est donc un grand espoir qui est né à Libreville. Mais il faut, désormais, que le faire succède au dire et, pour le cas spécifique du Cameroun, que les moyens nécessaires à la mise en chantier de cette recommandation soient dégagés le plus rapidement possible par les

---

<sup>2</sup> Ceci est d'autant plus vrai qu'au Cameroun il y a beaucoup d'éléments des langues locales dans le français. Ces éléments se retrouvent tant au niveau lexicologique qu'au niveau syntaxique et énonciatif.

<sup>3</sup> Mendo Zé remarque que *dans le processus d'échange entre les Camerounais, les langues nationales sont au centre des communications et influencent les habitudes linguistiques des locuteurs. On assiste [à cet effet] à une véritable dénaturation du français au niveau de la langue tant parlée qu'écrite* (1990: 89).

<sup>4</sup> Président du Conseil des États généraux de l'enseignement du français en Afrique subsaharienne francophone.

décideurs pour une bonne visibilité<sup>5</sup> dans l'articulation entre le français et les langues camerounaises.

En définitive, la maîtrise des langues locales conditionne le destin de la langue française au Cameroun. Sans réel apprentissage et enseignement de ces langues, il n'y a pas de sécurité possible pour le français, il n'y a pas de chance réelle pour le français d'échapper à cet acharnement qui lui donne aujourd'hui *une couleur désagréable* (Boyer, 1990: 75) et lui cause du tort tant à l'oral qu'à l'écrit. Et c'est ici que nous convenons avec J. P. Makouta Mboukou *que celui qui n'a pas appris à raisonner sur la parfaite ordonnance des schèmes structuraux de la langue maternelle ne saura jamais analyser l'organisation syntaxique de la langue étrangère* (1973: 93). Dans le nouveau contexte africain donc, la langue française et les langues locales doivent désormais être des langues partenaires<sup>6</sup> et non plus des langues en conflit<sup>7</sup>.

Si la méconnaissance des langues locales constitue pour nous le premier facteur de l'insécurité du français au Cameroun, un autre facteur, non moins négligeable, est l'illettrisme qui favorise une forte dénaturation de cette langue.

## 2. L'illettrisme<sup>8</sup> et la dénaturation du français

D'une manière générale, l'école est le lieu privilégié de l'apprentissage du français. Il ne peut d'ailleurs en être autrement, car c'est à l'école qu'on apprend les règles *essentiels et les structures immanentes de la langue française* (Boyer, 1990: 75). Mais aujourd'hui, on constate que le développement de cette langue au Cameroun passe beaucoup plus par une voie informelle à savoir la rue. Mendo Zé le remarque si bien:

---

<sup>5</sup> Selon Fosso et Nzessé, *le gouvernement camerounais ne s'est jamais opposé à la valorisation des langues nationales, à leur inscription dans les programmes scolaires, mais il n'a jamais rien fait de concret, se contentant de discours* (2004: 260).

<sup>6</sup> Ici, la cohabitation paisible est possible et on considère le bilinguisme ou même le plurilinguisme comme un atout.

<sup>7</sup> Dans ce contexte, deux langues ou plusieurs langues sur un même territoire sont forcément en guerre et la cohabitation paisible est impossible.

<sup>8</sup> "Illettrisme" est ici considéré dans une double acception à savoir:

– Personne qui a eu une scolarité écourtée ou bien troublée à un moment donné, et jamais compensée par la suite;

– Personne connaissant des difficultés spécifiques dans l'apprentissage de la lecture et de l'écriture (mauvaise maîtrise linguistique à l'oral et à l'écrit, grande pauvreté du vocabulaire et de l'expression, dyslexie).

Désormais, il existe un autre lieu décisif, une autre institution capitale pour l'acquisition du français. Cette institution n'a pas de maître, ni de professeurs. Elle n'a pas de salle de cours. Elle n'a pas de tableau noir. On n'y paie pas la scolarité et on n'est pas obligé de valider des U.V. Ce lieu c'est la rue. (Mendo Zé, 2003: 32)

Dans ce cadre informel au sein duquel l'indifférence et le laisser faire ont perverti l'apprentissage du français, on note sans cesse des écarts et des violations de norme, toutes sortes d'incorrection et d'impureté. Ce langage affaibli ne supporte que la proximité, fuit avec effroi et ressentiment toute sollicitation à fonctionner au large<sup>9</sup>. Ce "mauvais français" n'est en aucun cas le résultat d'un choix culturel ou communautaire; il est la conséquence d'un illettrisme. Il ne saurait donc pas être considéré comme le fondement d'une identité linguistique ou culturelle camerounaise dont il constituerait, pour certains, le ciment et l'emblème. Et pourtant nombreux sont ceux qui en soulignent le dynamisme, la créativité et la valeur identitaire en feignant d'ignorer l'enfermement auquel "ce français" condamne ceux qui le pratiquent. Ces bons apôtres, de droite ou de gauche, refusant d'analyser les enjeux politiques et sociaux du langage, se laissent séduire par l'écume d'une parole dont le pittoresque cache bien mal l'inquiétante approximation. Ils clament à qui veut l'entendre que tous les langages sont égaux alors que certains livrent les clés du monde et que d'autres se limitent au "ghetto".

Si l'on veut éviter la démagogie facile comme le purisme méprisant, il faut dénoncer deux des arguments les plus fréquemment utilisés pour cacher le fossé qui sépare ceux qui possèdent le pouvoir linguistique de ceux qui en sont privés. Le premier soutient que toute innovation ou transformation linguistique, apporte "naturellement" à qui l'utilise puissance et force d'expression. Le second prétend que toute création ou modification enrichit un trésor linguistique commun dans lequel chacun pourrait puiser à sa guise.

Questionnons tout d'abord la supposée puissance d'information de ces innovations linguistiques. En réalité, le français tel qu'il est développé dans la rue au Cameroun dispose d'un vocabulaire et d'une syntaxe certes spécifiques, mais flous et ambigus. Sur le plan du vocabulaire, une bonne partie de ces mots nouveaux peuvent se mettre à toutes les sauces contextuelles (Bentolila et Rivière, 2001: 2); ils s'appliquent docilement à n'importe quelle situation. L'étendue de leur signification est tellement vaste que leur pouvoir d'information tend vers zéro. Ces mots *relookés* sont très souvent presque vides d'information et de ce fait exi-

---

<sup>9</sup> Selon Mendo Zé, *la maîtrise d'une langue française correcte, standard, la connaissance des universaux du langage, la manifestation d'une performance linguistique ouvre le monde au locuteur* (2003: 32).

gent pour avoir un sens une relation d'étroite proximité et d'extrême connivence entre ceux qui les utilisent. Mots de la communion plutôt que mots de la communication, ils condamnent ceux dont ils constituent l'essentiel du vocabulaire à renoncer, à imposer leur propre pensée à l'intelligence des autres. Ce type de processus qui consiste à faire du neuf en étendant inconsidérément le champ d'utilisation d'un mot jusqu'à le priver de sa spécificité sémantique est véritablement l'apanage du français de la rue, de l'illettrisme.

En voici quelques exemples: tout peut être "mouvement", tout peut être "comment", tout peut être "tuyau", tout peut être "eau"...

On entend régulièrement dire "je vais au mouvement" pour dire "je vais à la fête"; "il y a mouvement", pour parler des transactions financières; "mouvement" qualifie aussi une action de grève active ou passive.

Pour sa part, "c'est comment" veut dire "bonjour, bonsoir, comment ça va?"; "on va faire comment" est une formule de résignation qui signifie "on n'y peut rien; on n'a pas de choix". "On va faire comment" marque aussi l'étonnement, la surprise, le désaveu, le mécontentement.

En ce qui concerne "Tuyau" il signifie aussi "fête" ("je vais au tuyau" = "je vais à la fête"); "tuyau" renvoie aussi au "moyen frauduleux utilisé pour obtenir un succès quelconque" ("Par quel tuyau tu es entré à l'E.N.A.M<sup>10</sup>?"); "tuyau" signifie enfin "obtenir une bonne information à propos d'un fait ou dans le cadre d'un projet à réaliser".

On a enfin le lexème "eau" et ses variantes "eau propre" et "eau sale". L'"eau" signifie la fuite des épreuves aux examens officiels. Elle est "propre" quand ces épreuves ont été véritablement proposées à l'examen, alors qu'elle est "sale" quand elles ont été remplacées par de nouvelles épreuves, au grand désarroi des fraudeurs. Ensuite, toute chose frauduleusement obtenue est qualifiée *d'eau*. Enfin, *l'eau* renvoi au bénéfice obtenu après la vente d'un objet ou après avoir trompé ou spolié quelqu'un.

Comme on peut le constater, ces mots sont engagés dans une spirale d'affaiblissement de leur sens: si n'importe quoi peut être "mouvement", si tout peut être "comment", si tout peut être "eau", si tout peut être "tuyau"... , rien ne le sera plus. Nous ne sommes pas là devant un processus de novation, mais bien au contraire face à l'appauvrissement inquiétant du sens de certains mots de la langue française. Et c'est ici qu'il faut s'inquiéter pour le vocabulaire du français, mais plus encore pour la pensée et la vision du monde française au Cameroun. Et que dire de certaines tournures syntaxiques et énonciatives que l'on rencontre

---

<sup>10</sup> École nationale de l'Administration et de la Magistrature

dans le parler quotidien et même dans certains romans camerounais contemporains de référence?<sup>11</sup> On trouve quelques exemples significatifs dans *Temps de Chien* (2001) de Patrice Nganang:

- Mouf... sors dehors. (*Id.*: 15)
- Mon frère tu écris quoi comme ça non? (*Id.*: 120)
- Quand une femme vous aime vraiment, il faut lui donner ça. Sinon ça va lui démanger durant toute sa vie. (*Id.*: 77)
- Dis-nous alors que tu viens de Bamenda même-même. (*Id.*: 255)
- Les blancs sont forts. Forts de quoi même. (*Id.*: 117)

Ou encore d'autres tournures, très courantes, du type:

- Tu parles même que quoi. (Qu'est ce que tu racontes?)
- Pour moi quoi là dedans. (Cela ne me concerne pas)
- Je sais moi que quoi. (Je ne suis au courant de rien; je ne sais rien)
- Fait quoi fait quoi. (Qu'on le veuille ou pas)
- Enlève-moi sur ça; sors-moi sur ça. (Désintéresse-moi)
- Quelqu'un reste à terre sa part vient. (Surprise par un événement généralement malheureux).

Si dans une certaine mesure ces expressions peuvent être considérées comme étant des particularismes<sup>12</sup>, il faut tout de même dire qu'elles sont tout d'abord l'apanage de l'illettrisme et du français de la rue.

Enfin le "camfranglais". Véritable langue de la rue, le "camfranglais", tel qu'il se parle au Cameroun, est un télescopage comique des mots français, anglais, "pidgin-english" et camerounais dans la même syntaxe phrastique. La presse écrite<sup>13</sup> regorge de plusieurs exemples:

- Comment elle te waitais (attendait) l'autre day (jour) et tu es go sans la recall? (réappeler). (*Le Popoli*, 133, 2004: 3)
- [...] Je recommande à tous les gens, sauveteur (vendeur à la sauvette), bayam salams (revendeurs (ses)) tchouk head (porteurs, débrouillards) etc. de ne plus suivre les gens qui décrètent les journées "villes mortes" dans le pays. Plus de vandalisme. Yes, mi a don tok! (oui moi je le dis!). (*Challenge Hebdo*, 0038, 1991: 12)

---

<sup>11</sup> Dans ces romans, ces tournures énonciatives sont généralement prises en charge par des personnages qui incarnent l'homme de la rue au Cameroun.

<sup>12</sup> Selon Dassi, *un particularisme a tendance à s'enfermer dans une aire géographique. Il est un écart par rapport à la pratique normative ou codifiée (non marquée de la langue)* (Dassi, 2003: 139).

<sup>13</sup> Ces exemples sont extraits de trois journaux à savoir *Challenge Hebdo*, *Le Popoli* et *100% Jeune*. Dans ces exemples, les différentes traductions sont de nous et sont mises entre parenthèses.



- Mi a no sé (moi je sais que) Challenge est une presse qui se veut objective, prête à dénoncer tout ce qui ne va pas. [...] Péri-frère! (petit-frère) grap fo maï aï (quitte de mes yeux) bifo a vex (avant que je ne me fâche). Challenge que le R.D.P.C a acheté? (*Challenge Hebdo*, 0050, 1991: 12)
- Ancien, op saï don spol (la vie est devenue difficile). A go mek massacre! (Je vais tuer !). Je vais lui donner des coups de poing sur sa calvitie... A go tchakala yi mop (Je vais lui détruire la bouche. (*Challenge Hebdo*, 0037, 1991: 12)
- J'ai parlé. Si vous voulez, jetez-moi en taule. A no get mi taïm! (je n'est pas du temps). (*Challenge Hebdo*, 0040, 1991: 12)
- La wolowoss (prostituée en langue éwondo) a d'abord cru que son fonctionnaire faisait de la ruse pour ne pas payer. You go pay before you go (tu dois payer avant de t'en aller). (*Le Popoli*, 042, 2003: 9)
- Je vous dis que l'on a mangé dans le kon (sorcellerie en langue éwondo) le last day (le dernier jour). Son pater (père) avait aussi mangé
- le mbindi (petit en langue éwondo) d'un autre voisin du kwatt (quartier) l'an dernier. (*Le Popoli*, 010, 2003: 8)
- Il est go (aller) chercher le grimbah (magie en langue éwondo) chez le sorcier pour kill (tuer) la ngo (fille) qui avait take (pris) sa télé. (*Le Popoli*, 052, 2003: 8)
- Je récupère et je place les mbindi do-là (petit sous) souvent quand on est nguémé (sans argent). (*100% Jeune*, 030, 2003: 11)
- Il enseignait en faisant lap (rire). Ses shoes (chaussures) assuraient. C'était dans les années 1980 et 1990. Le temps a passé. La situation a mbindi (un peu) évolué. (*100% Jeune*, 031, 2003: 3)
- Il était hors de question que je me trouve avec un bélé (grossesse) ou une "rare maladie". Avec l'un ou l'autre, mes parents allaient me kill (tuer). Par prudence, je suis djoum (entrée) dans la boutique d'un wadjo (Haoussa du Nord-Cameroun) et je lui ai demandé de me donner un paquet de condoms. Il a wanda (être surpris) puis, m'a ask (demandé) si je les utilisais déjà . (*100% Jeune*, 031, 2003: 4)
- Certains deviennent feymen (escrocs) ou croquent le grimbah (magie en langue éwondo) pour évoluer. Gars, je ne te conseille pas ces way-là (ces façons-là). Ça peut te bring (apporter) un puissant ndutu (mal chance). (*100% Jeune*, 031, 2003: 6)

Les exemples sus-mentionnés ne sont qu'un tout petit échantillon de la pratique du "camfranglais" au Cameroun. Si pour certains à l'instar de Fosso *le camfranglais est pour les jeunes Camerounais une manière à eux de vivre le bilinguisme camerounais* (Fosso et Nzessé, 2004: 255), il faut dire, à bien observer, que cette "langue" est parlée en majorité par les couches, jeunes ou non, ayant écourté leur scolarité ou n'ayant

même pas eu de scolarité. Cette catégorie de locuteurs, malheureusement de plus en plus nombreuse au fil des ans, constitue une réelle menace pour le français au Cameroun. À cet effet, nous pensons que la supposée puissance d'information et d'expression que certains évoquent en parlant du "camfranglais" cache en vérité les limites de ses locuteurs et leur incapacité à parler une langue française correcte.

D'autres parlent du "camfranglais" en terme d'expression d'une valeur identitaire. Toutefois, il est à noter que cette *expression identitaire* concernerait précisément un groupe et non l'ensemble des Camerounais. Et à bien observer, ce groupe ne maîtrise ni les structures phonétiques, grammaticales et sémantiques de la langue française, ni le vocabulaire français. Ce qui nous fait dire que le "camfranglais", à notre humble avis, caractérise la couche non véritablement scolarisée ou approximativement scolarisée. En définitive, le "camfranglais" enferme ses locuteurs dans une sorte de ghetto linguistique et constitue une menace sérieuse pour la consommation de la langue française au Cameroun.

Examinons à présent l'image illusoire d'un trésor linguistique toujours renouvelé et toujours disponible pour tous. En réalité, la langue française s'incarne aujourd'hui dans les langages des Camerounais et Camerounaises dont les pouvoirs linguistiques sont devenus tellement inégaux que la notion même de communauté linguistique risque de se trouver gravement mise en cause. Dans ce contexte de communication inégale, l'enrichissement produit par la création de nouveaux mots et de nouvelles structures se fait le plus souvent dans un seul sens: il ne concerne que ceux qui, possédant déjà un vocabulaire varié, une syntaxe précise, veulent enrichir leur panoplie linguistique de quelques camerounismes du plus bel effet. À cet effet, les *nantis du langage* (Bentolila et Rivière, 2001<sup>14</sup>) utilisent ces audaces langagières<sup>15</sup> sans risque et avec la meilleure conscience du monde. Mais ceux dont le vocabulaire est limité et imprécis, ont-ils un réel pouvoir linguistique? Non, ce sont les pauvres du langage condamnés à ne communiquer que dans l'immédiat et dans la proximité.

---

<sup>14</sup> <http://sd.free.fr/Documents/200105paris/rapport.htm>

<sup>15</sup> On a quelques exemples d'audaces langagières telles que: "attacher le cœur" (être courageux); "attacher la figure" (être fâché); "tchouker la voiture" (démarrer une voiture en panne de batterie); "la route est gâtée" (abîmée); "pleurer le deuil" (lament); "manger quelqu'un" (ensorceler par des pratiques vampiriques); "mettre l'eau à la bouche" (corrompre); "couper la lumière" (délestager); "couper l'eau" (suspendre le ravitaillement en eau); "lancer la tontine" (cotiser); "échouer la tontine" (ne pas cotiser); "taper les commentaires" (discuter); "taper la bouche" (balbutier); "taper les mains" (supplier); "être à terre" (avoir des problèmes pécuniaires); "finir avec quelqu'un" (causer un préjudice, rétribuer); "être frais" (être bien habillé; être élégant); etc.

Le dernier facteur, aussi déterminant que les deux premiers, de la menace du français au Cameroun est le contexte de l'enseignement et la didactique de cette langue.

### **3. Le contexte de l'enseignement et la didactique du français**

Le discours officiel au Cameroun ne cesse de dénoncer les écarts dans les milieux pédagogiques. L'arrêté n°23/09/20 MINÉDUC/GP/ESG portant sur l'orientation des programmes de langue française et de littérature au second cycle des lycées et collèges d'enseignement général et technique, et signé le 27 juin 1994 par le ministre de l'Éducation nationale d'alors, vise l'enseignement et la protection du français de référence contre l'acharnement des variétés endogènes et l'influence des langues nationales. Le premier point de cet arrêté portant sur les "Objectifs généraux de formation" stipule ce qui suit:

Dans un contexte socioculturel où les langues nationales exercent une très grande influence sur les élèves, l'enseignement du français visera à parfaire la maîtrise active et réfléchie de la langue contemporaine, de ses niveaux et registres divers en vue d'une expression claire et aisée, orale et écrite. (1994: 3)

Dans le même ordre d'idée, les "Objectifs spécifiques" insistent sur la nécessité de faire en sorte que l'élève soit en mesure de *s'exprimer aisément et correctement, oralement et par écrit, de manier les structures grammaticales complexes et un vocabulaire riche pour traduire sa pensée, ses sentiments ou des concepts, de reconnaître et de caractériser divers niveaux de langue et d'en faire un usage approprié* (Id.: 4).

Force est de reconnaître que, malgré ces déclarations solennelles, régulièrement martelées sur la priorité que l'on doit accorder à la maîtrise du français standard, ceux qui ont, depuis quelques années, la responsabilité de l'Éducation au Cameroun n'ont répondu à cette exigence que par des mesures ponctuelles et éphémères. Que constatons-nous aujourd'hui? On a laissé se creuser au sein de l'école camerounaise un fossé linguistique qui prive plus de la moitié des élèves de la République d'une bonne maîtrise de la langue française et par ricochet rend incertaine leur destinée sociale. Certains diront que faute d'être doués pour la littérature ou la grammaire, ils feront d'excellents menuisiers ou d'habiles maçons ou mécaniciens. Aucune chance! Ils ne seront bons en rien, car, comme le remarque Alain Bentolila: *Il n'existe pas aujourd'hui de métier, aussi "manuel" qu'il soit, qui n'exige de solides capacités de communication orale et écrite* (Bentolila et Rivière, 2001).

En effet, lorsqu'on observe les conditions inacceptables dans lesquelles la majorité des élèves camerounais sont contraints de se scolariser en général, et d'apprendre la langue française en particulier, on ne peut que conclure à l'insécurité de cette langue: effectif pléthorique, atteignant parfois plus de 150 élèves<sup>16</sup> par classe; inexistence de bibliothèques, et quand bien elles existent, le livre le plus récent date d'une vingtaine d'année; démotivation quant à la lecture: voyez-vous, dire aux gens, dans un tel contexte, qu'ils doivent lire davantage, qu'ils doivent élargir leur vocabulaire, qu'ils doivent investir beaucoup d'efforts s'ils veulent maîtriser le français de référence, n'est pas particulièrement payant. Par contre envisager un plan à long terme visant à ne pas dépasser 45 à 50 élèves par classe, à aménager sérieusement les lieux d'accueil, à vulgariser les auxiliaires didactiques (bibliothèques, outils informatiques, Internet, etc.) dans les écoles et les municipalités, constitue un élément fondamental de la sécurisation du français au Cameroun.

Enfin, comment oublier la détérioration progressive de la formation des enseignants de français? En effet, la baisse du niveau du français est incontestable chez les enseignants de cette langue au Cameroun. Tous les spécialistes s'accordent pour le dire. Pour Gervais Mendo Zé, *les enseignants de français n'ont pas le niveau de base requis* (2003: 28). Quel doit être le profil du nouvel enseignant de français à former de nos jours? Mathieu François Minyono-Nkodo répond pertinemment à cette question, et nous adhérons totalement à son point de vue. Selon ce dernier, on doit définir la topique de formation du nouvel enseignant de français selon cinq axes:

La formation académique générale<sup>17</sup>; la formation complémentaire ou interdisciplinaire<sup>18</sup>; la formation didactique et pédagogique<sup>19</sup>; l'intégration des TIC<sup>20</sup>

---

<sup>16</sup> Une récente descente sur le terrain nous a permis de vérifier qu'au cours de l'année scolaire 2003-2004, un lycée de la ville de Yaoundé avait un effectif de 171 élèves dans une classe de 1ère D et de 159 élèves dans une classe de 1ère A4. Quelle peut être la pertinence des activités qu'on y mène et l'intérêt que les élèves leur accordent? La langue française étant ici le principal outil de transmission des connaissances.

<sup>17</sup> La formation académique générale comprend: *la langue française, la littérature française et en français, les sciences du langage et du texte, la sémiotique textuelle et culturelle, la stylistique, la rhétorique, la pragmatique, la sémantique, la lexicologie* (Minyono-Nkodo, 2003: 49).

<sup>18</sup> La formation complémentaire quant à elle comprendra la *sociolinguistique, la critique littéraire, la littérature comparée et la littérature orale, enfin la méthodologie de recherche* (*Ibid.*).

<sup>19</sup> Quant à la formation didactique et pédagogique, il s'agira de *la didactique générale, la didactique du français (langue et littérature et l'utilisation des TIC), la didactique appliquée: méthodes et techniques des exercices des 1er et 2<sup>nd</sup> cycles, les sciences de l'éducation et la méthode de recherche en didactique* (*Ibid.*).

<sup>20</sup> Technologies de l'information et de la communication.

dans le système de formation des enseignants de français; l'évaluation au service de l'apprentissage du français<sup>21</sup>. (Minyono-Nkodo, 2003: 49)

En plus, une fois sortis de l'École normale supérieure, des stages de recyclage doivent être régulièrement<sup>22</sup> organisés dans le but de compléter la formation des enseignants et de leur adaptation aux tendances nouvelles d'enseignement de la langue française.

Au total, nos décideurs doivent prendre des mesures radicales pour combattre l'insécurité du français dans nos écoles. Comment imaginer que des élèves en mal de mots, maîtrisant à peine la lecture de phrases puissent s'engager dans cette voie aride de l'insertion sociale et partant de la mondialisation? Comment imaginer un ensei-

---

<sup>21</sup> Selon Minyono Nkodo: *l'évaluation pédagogique doit avoir, dans le système de formation des formateurs, une place spécifique, en tant que discipline d'enseignement, avec son objet, sa méthodologie, son épistémologie, et ses champs d'étude.*

*En effet, la pratique de l'évaluation aujourd'hui amène tout un chacun à la remettre en question: élèves, parents, responsables institutionnels. Tant il est vrai que loin de contribuer à la formation et à la motivation de l'apprentissage, l'évaluation pédagogique déprime ou fait des déchets du système, ou alors prend des formes complaisantes inavouables. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'évaluation n'est pas au service de l'apprentissage.*

*C'est pourquoi il est impératif de donner à l'enseignant et à l'apprenant une culture de l'évaluation : apprendre à évaluer, mieux évaluer, évaluer autrement, tels sont les principes qui régissent la didactique de l'évaluation.*

*Apprendre à évaluer, c'est:*

*– ne pas confondre notation ou annotation et évaluation. Ces deux notions relèvent de la docimologie qui est une évaluation-mesure;*

*– ne pas réduire l'évaluation au contrôle des connaissances. L'objectif des procédures de contrôle est de comparer la conformité entre les modèles enseignés et leur restitution. Tout le contraire de l'évaluation qui est le feed-back, c'est-à-dire prise de conscience par l'apprenant du processus de transformation éducative par des comportements adéquats ou non;*

*– connaître le véritable objet de l'évaluation, à savoir, une activité formative essentiellement pédagogique. Le processus d'évaluation permet ainsi de développer la compétence à l'observation et à l'analyse des résultats de l'apprentissage: identification des erreurs, pertinence des remédiations. L'évaluation formative affiche une meilleure lisibilité des aptitudes et capacités de l'apprenant. Exemple: la lecture, la maîtrise de l'orthographe, de l'argumentation etc.*

*– diversifier les modes et formes d'évaluation et pratiquer une évaluation pluraliste, ouverte, et non une grille pointue, linéaire servant d'attrape-nigauds.*

*Au total, la recherche de la maîtrise d'une évaluation à des fins pédagogiques et non de sanction. (Minyono-Nkodo, 2003: 50-51).*

<sup>22</sup> Mendo Zé remarque que *des stages de recyclage des professeurs de français [...] sont timidement organisés. Les efforts de l'Ambassade de France au Cameroun pour organiser des séminaires [...] sont réels mais ne suffisent pas* (Mendo Zé, 1990: 117).

gnant de français ayant une connaissance sommaire et lacunaire de sa discipline? En matière de sécurisation du français donc, il faut que les responsables de l'éducation nationale acceptent de porter leur regard beaucoup plus loin que le temps de leur séjour à ce poste ministériel. Et qu'on ne se leurre pas, ce ne sont pas des *assises*, *forums*, *État généraux* qui changeront quoi que ce soit à l'insécurité linguistique et sociale de la langue française et des apprenants Camerounais.

## **En guise de conclusion**

Dans cet article, nous avons, tout en donnant les raisons de l'insécurité du français au Cameroun contemporain, montré comment cette dernière se manifeste. À cet effet, il nous a été donné de constater que si le français est menacé au Cameroun, s'il souffre, la cause n'est pas ailleurs, elle est endogène. De nos jours, certains ne parlent que de recul du français au Cameroun et en prévoient même la disparition imminente si on ne prend pas les mesures radicales qui s'imposent. Ces "puristes" décrient constamment la dénaturation triomphante du français. Pour notre part, nous ne plaçons pas pour une normalisation aveugle au nom de la pureté immuable du langage; notre propos n'est pas de dénoncer simplement les écarts en pleurant sur un passé où l'on était censé respecter la norme de la langue française! Non! Ce que nous voulons, c'est qu'on élabore une véritable politique d'aménagement linguistique qui mette un accent sur les langues nationales: ceci est d'autant plus important que la connaissance des langues locales améliorera nécessairement l'apprentissage du français sans pour autant créer chez les Camerounais un sentiment d'aliénation linguistique et culturel; ensuite que l'on mette sur pied une politique de formation spécifique des enseignants de français; enfin que l'on aménage sérieusement les écoles, qu'on les équipe de bibliothèques avec des livres de qualité dans lesquels nos élèves disposeront des mots suffisamment précis, des structures grammaticales suffisamment efficaces et des formes d'argumentation suffisamment organisées pour imposer leur pensée au plus près de leur intention et pour recevoir la pensée des autres avec autant de bienveillance que de vigilance. C'est le moins que l'on puisse attendre de nos décideurs, sinon les Camerounais seront, sous peu de temps, des exclus de la langue française.

## Références bibliographiques

- BENTOLILA, Alain et RIVIÈRE, J-Philippe (2001) "Illettrisme et exclusion", *Solidarité et développement*, Université de Paris V, <http://sd.alinea.free.fr/Documents/200105paris/rapport.htm>
- BOYER, Henri et al. (1990) *Nouvelle introduction à la didactique du français langue étrangère*, Paris, CEE International.
- BRETEGNIER, Aude et LEDENGEN, Gudrun (2003) *Insécurité linguistique. Terrains et approches diversifiés, propositions théoriques et méthodologiques en hommage à Nicole Guenier*, Paris, L'Harmattan.
- DASSI, Étienne (2003), "Question de sémantique: de la néologie autour de la téléphonie au Cameroun", *Langues et Communication*, 3 (2), pp. 139-153.
- FOSSO et NZESSÉ, Ladislav (2004) "La langue française en contexte multilingue, le cas du Cameroun: appropriation, glottopolitique et perspective didactique", Fosso (éd), *Dynamique du français au Cameroun: problèmes sociolinguistiques et stylistiques, enjeux didactiques et glottopolitiques*, Yaoundé, P.U.A, pp. 237-264.
- MAKOUTA MBOUKOU, Jean Pierre (1973) *Le Français en Afrique noire*, Paris, Bordas.
- MENDO ZÉ, Gervais (1990) *Une Crise dans les crises: le français en Afrique noire francophone: le cas du Cameroun*, Paris, ABC.
- MENDO ZÉ, Gervais (2003) "Quelle langue française enseigner en Afrique noire francophone?", *Langues et Communication*, 3, pp. 19-36.
- MINYONO-NKODO, Mathieu-François (2003) "Quel enseignant pour quel français dans l'Afrique francophone? Quelques propositions pour la formation des formateurs à l'École normale supérieure", *Langues et Communication*, 3, pp. 37-55.
- NGANANG, Patrice (2001) *Temps de Chien*, Paris, Le Serpent à Plume.
- TADADJEU, Maurice / GFELLER, Elisabeth / MBA, Gabriel (1988) *Manuel de formation pour l'enseignement des langues nationales dans les écoles primaires* (PROPELCA, 32), Yaoundé, Université de Yaoundé.